

L'islamisme turc et la question kurde

Jean-Pierre Touzanne

Comme l'ensemble des formations politiques turques, le parti islamiste de Turquie sous ses formes successives (MSP de 1971 à 1980, RP de 1983 à 1998, FP depuis 1998) s'est toujours présenté comme le défenseur fidèle des intérêts de la nation turque. De fait de telles propositions nationalistes sont en contradiction avec un des grands principes de l'idéologie islamiste, à savoir que la communauté des croyants, la Umma, transcende les nations.

L'usage que font les islamistes turcs du terme «*millet*» pour désigner la nation a justement été relevé par leurs adversaires politiques comme l'indice le plus significatif de leur ambiguïté à cet égard. En effet le terme *millet* peut de manière ambivalente à la fois désigner la nation dans son ensemble, comme de manière plus spécifique toute communauté religieuse, à savoir ici celle des musulmans de Turquie. Même si les Turcs sont, d'un point de vue statistique, musulmans à plus de 99%, la question se pose donc de savoir si le parti islamiste considère la Turquie avant tout comme une nation de musulmans et/ou bien de Turcs. L'attitude du parti face au réveil de la question kurde dans le Sud-Est anatolien depuis les années quatre-vingt permet de repérer son ambivalence à cet égard. La question est d'autant plus importante que le parti a toujours bénéficié dans les régions kurdes d'un soutien électoral souvent plus fort qu'ailleurs en Turquie.

Sans que cela soit un facteur suffisant pour expliquer son audience, il est clair d'abord que le discours islamiste bénéficie dans les régions kurdes d'un ancrage plus profond de la pratique religieuse. D'abord les Kurdes sunnites (30 % des Kurdes sont alévis) relèvent du rite cha-

fiite, beaucoup plus rigoriste que le rite hanéfite considéré comme plus laxiste de leurs voisins turcs. Par ailleurs l'attachement à l'islam sunnite s'est trouvé renforcé ici par la confrontation historique séculaire avec le chiisme azéri et persan voisin ainsi qu'avec la menace russe.

D'autre part, il faut tenir compte de l'influence historique des confréries, qui dépasse largement le domaine strictement religieux. Elle remonte au XIXe siècle, époque où s'est affirmée la menace conjointe du nationalisme arménien et du prosélytisme des missions protestantes implantées dans les communautés arméniennes. Pour s'assurer de la fidélité des régions kurdes face aux menaces perse et chiite, les sultans avaient doté les émirs kurdes d'une large autonomie. Or les réformes centralisatrices des Tanzimat avaient dangereusement affaibli le pouvoir des émirs face à l'agitation arménienne. C'est alors que s'affirma l'influence de la confrérie rigoriste des *naqshbendis*, et en particulier sa branche *khalidiyya* chez les Kurdes, au détriment de l'ancienne *qadiriyya*. Les *naqshbendis* devaient ainsi assurer le pouvoir ottoman de la fidélité des régions kurdes, lors des soulèvements arméniens de 1895 et de 1915, puis durant la première guerre mondiale face aux Russes ou pendant la guerre d'indépendance entre 1920 et 1923.

Mustafa Kemal s'appuya d'abord en 1919 sur les milieux religieux et kurdes pour mener une lutte qu'il présentait comme anti-arménienne, anti-impérialiste et musulmane, afin de «libérer le califat», alors sous tutelle étrangère. La rupture se produisit justement lorsqu'il commença, à partir de 1922, à mener une politique nationaliste «turquiste» et laïque. C'est en réaction à cette politique que fut fondée en 1922 la *Kürt Istiklal Cemiyeti* (Société pour l'indépendance kurde), indépendantiste et hostile à la laïcisation. Les soulèvements de 1925 à 1939 se firent à la fois au nom du nationalisme kurde et de l'islam, puisque les liens qui rattachaient les Kurdes à l'Etat central avaient été détruits avec l'abolition du califat en 1924 et que l'expression de leur culture était interdite, comme celle de leur piété avec l'interdiction des confréries en 1925. Tout naturellement ce fut un cheikh *naqshbendi*, Saïd de Piran, qui prit la tête de la grande révolte de 1925. Cette dernière fut rapidement et durement écrasée (30 à 40 000 morts), mais cela n'empêcha pas la survivance d'un islam confrérique clandestin dans les régions rurales, moins sujettes à la répression kémaliste. Cet islam fut considéré par les populations comme le seul véritable face à l'islam

officiel kémaliste.

Le poids des confréries est resté jusqu'à aujourd'hui extrêmement vivace dans l'ensemble du monde kurde, quand on sait que les deux grandes familles kurdes d'Irak, les Talabani et les Barzani, sont affiliées aux *naqshbendis*. En 1985, l'enterrement à Adiyaman de Erol, un des grands cheikhs *naqshbendis* a pu être suivi par près de 10 000 disciples (*murid*). Les régions kurdes ont d'ailleurs servi de base à la renaissance des confréries urbaines en Turquie à partir des années cinquante.

Si l'on ajoute à cela le fait que le Kurdistan est resté jusqu'à nos jours essentiellement rural et isolé, on comprend que la pression sociologique des mœurs religieuses y soit restée très forte. Il est pratiquement impossible d'y pratiquer une religion autre que le sunnisme (les derniers nestoriens ont également été chassés de la région au cours des années vingt). Les alévis, chiites hétérodoxes, doivent y faire preuve de discrétion quant à leurs pratiques religieuses, tout comme les laïcs quant à leurs mœurs.

Cette sensibilité religieuse et l'influence politique des confréries ont d'abord bénéficié aux partis de centre-droite comme le Parti démocrate dans les années cinquante, puis au Parti de la justice dans les années soixante. Ainsi Melik Firat, petit-fils de Cheikh Saïd, siégea dans les années cinquante comme député du Parti démocrate. Puis le mécontentement des confréries a détourné une partie des votes kurdes vers le MSP en 1973 et 1977 (plus de 25% dans plusieurs départements kurdes en 1973 contre 12% à l'échelle nationale, encore autour de 20% en 1977 alors que le parti recule à 8% au niveau national), puis vers le RP à partir de 1983 (plus de 20% des suffrages aux municipales de 1987 dans la plupart des préfectures du Sud-Est). Face au réveil de l'agitation kurde à partir de 1984, les confréries qui avaient pris la tête du mouvement séparatiste pendant la période kémaliste se sont ralliées au discours unitaire musulman du RP, les intellectuels kurdes ayant connu l'évolution inverse.

Le discours du RP défend en effet l'identité musulmane de la Turquie et donc s'oppose tout aussi bien à la politique de répression aveugle de l'armée et aux exactions de l'extrême droite dans la région, qu'au nationalisme kurde du PKK. Il vise en effet à renouer les liens entre l'Etat turc et les populations kurdes par le rappel de la glorieuse période de l'Empire ottoman, où Kurdes et Turcs vivaient en «frères musulmans», unis par d'innombrables mariages croisés sous l'autorité du

califat. Erbakan a su habilement, lors des élections de 1995, rappeler le rôle joué par les Kurdes «descendants de Saladin» dans la reprise de Jérusalem aux infidèles en 1187. Il avait été auparavant jusqu'à évoquer en novembre 1992 la possibilité d'un état multinational et musulman, où Turcs et Kurdes vivraient fraternellement ; il faut rappeler que Mustafa Kemal avait fait la même promesse en 1923 ! Un des leaders islamistes, Tayyip Erdogan, l'ancien maire d'Istanbul aujourd'hui destitué, tenait les propos suivants dans un rapport rédigé en 1994 : «... Interroger à voix haute l'idéologie officielle, négationniste, basée sur l'assimilation, défendre la nécessité d'abroger toutes les lois interdisant la reconnaissance et le développement de la culture kurde, développer des politiques plus sensibles que celle de tous les autres (partis) sur les droits de l'homme, envoyer des missions d'enquête de haut niveau dans la région pour évaluer rapidement les événements, condamner autant que la terreur du PKK celle de l'Etat, s'opposer uniment au racisme kurde et au racisme turc». Alors qu'il était chef de gouvernement entre juillet 1996 et juin 1997, Erbakan a scandalisé l'opinion publique turque en gardant le silence, lors d'une visite officielle de Kadhafi en Turquie, face aux critiques de ce dernier sur la politique turque vis-à-vis des Kurdes.

En outre le RP a pu jouer un rôle protecteur face à la répression et aux exactions de l'extrême droite nationaliste et raciste turque, complice de l'armée et fort active dans le Sud-Est. Son influence a pu localement apaiser le conflit, comme dans les régions de Bitlis et de Siirt, grâce aux liens tissés avec les confréries. L'intervention de Naïm Hodja, un islamiste, a ainsi permis d'éteindre une émeute dirigée contre la communauté kurde à Erzurum en septembre 1994, au nom de la fraternité musulmane. Enfin le discours populiste sur l'islam, source de justice et d'égalité, n'a pu que sensibiliser des populations que les différents gouvernements de centre-droite ou de centre-gauche n'ont pas su tirer de la misère.

Cependant l'usage de la rhétorique islamique ne peut cacher certaines ambiguïtés dans le discours et dans la pratique du RP vis-à-vis des Kurdes. Pour commencer, il faut rappeler sa longue fréquentation de l'extrême droite turque et son alliance avec cette dernière sur le plan national aux élections de 1991, ce qui occasionna son recul dans les régions kurdes, avant qu'il ne rompe en 1992 avec le MHP. En 1995, le RP refusait que se présentent sur ses listes des candidats revendiquant «l'identité kurde». De même malgré son insistance à se présenter comme le défenseur des droits de l'homme, le parti n'a rien fait, tout comme les autres partis turcs, pour empêcher l'interdiction des

partis kurdes. L'action du gouvernement Erbakan sur la question kurde s'est avérée fort décevante ; les tentatives pour amorcer le dialogue avec le PKK en 1996 firent long feu sous la pression des militaires, qui de surcroît lancèrent simultanément une opération militaire contre ce parti au Kurdistan irakien. Ainsi Bozlak, le leader du parti kurde, le HADEP, a-t-il pu reprocher à Erbakan d'avoir failli à sa promesse de «résoudre la question kurde».

L'article suivant paru dans le *Milli Gazete* du 5 février 1998, tout en critiquant l'attitude du CHP, le parti républicain du peuple, qui lors d'un congrès précédent avait évoqué la possibilité de reconnaître des droits égaux à l'identité kurde, illustre bien le point de vue islamiste sur la question kurde :

«...Ceux qui préparent de telles proclamations doivent savoir que nos compatriotes turcs et kurdes qui vivent ensemble pour le même idéal, pour le même drapeau côte à côte depuis à peu près mille ans et qui sacrifient volontairement leurs forces pour la vie d'un même pays, ont créé en Anatolie la nation turque en se rassemblant, en s'unifiant non seulement du point de vue de la culture mais en même temps par des liens de fraternité. L'identité kurde est une partie inséparable de la nation turque. En parlant plus clairement, l'identité kurde est l'identité turque... La plus importante communauté, le facteur d'unité qui maintient ensemble notre peuple turc et kurde comme un tout est la «foi» (l'islam) et la «langue» (le turc) ... Ceux qui veulent nier cette unité et la détruire sont ceux qui veulent diviser nos compatriotes d'origine turque et kurde qui sont les uns et les autres une partie inséparable de la nation turque et de ses frontières, de sa configuration et veulent la réduire à néant. Dans la république turque, tous sont égaux et les voies de l'ascension sociale sont ouvertes à tous. Parmi nos compatriotes kurdes, il y a eu des ministres, des Premiers ministres et des présidents...»

Comme l'affirme Hamit Bozarslan, les relations entre les islamistes turcs et l'Etat central turc souffrent d'une ambiguïté originelle. En effet c'est sous la férule de Kemal Atatürk, qui se proclamait ouvertement laïque, que la Turquie a achevé son épuration «ethnique» ou «religieuse» par l'expulsion des derniers minoritaires, pour devenir une nation musulmane à plus de 99%. Les islamistes n'ont d'ailleurs jamais coupé les liens ni avec la République turque ni avec le nationalisme turc.

Il est donc bien clair que, pour le parti islamiste, l'unité nationale est

intangibles, et il se présente comme un parti «nationaliste» intransigeant, hostile à tout sécessionisme et donc au PKK. Un article du *Milli Gazete* du 9 décembre 1997 relate les réactions, qu'il semble faire siennes, d'habitants du Sud-Est lors de l'enterrement de victimes d'un commando du PKK : «*La Turquie sera le tombeau d'Apo (Öcalan, «à bas le PKK !» , «les martyrs ne meurent pas, la patrie ne se divise pas», «le PKK finira, le crime s'en ira»*. La participation des militants islamistes aux manifestations de l'automne 1998 contre l'Italie, coupable d'abriter Öcalan, le montre bien.

Comme le montre l'article 30 de son programme électoral, «la question du Sud-Est» est avant tout une question de sous-développement : «*Pour résoudre cette question, il est éminemment souhaitable de préparer une politique économique et sociale urgente destinée à la région.*»

Un article du *Milli Gazete*, l'organe officiel du parti islamiste au début de 1998, résumait ainsi les paroles du maire d'une localité kurde : «*Ici il n'y a pas le PKK mais il y a les rentiers*» ; comprenez : le vrai problème kurde n'est pas celui de l'indépendantisme, mais celui de l'injustice sociale, point de vue partagé par les autres partis turcs sur la question, ce qui n'empêche pas le parti islamiste d'en faire un argument électoral contre ses rivaux jugés par lui responsables de la situation dans le Sud-Est du pays. En bref la politique islamiste est la solution à l'indépendantisme, à la répression, à l'injustice et au sous-développement.

La première conséquence de ce nationalisme turc de fait a été de provoquer le départ de certains islamistes kurdes du RP qui, n'ayant pas renoncé à leurs revendications nationalistes, ont fondé en 1988 le Parti islamiste du Kurdistan. Tout comme les autres organisations islamistes kurdes (Action islamiste du Kurdistan, Poing islamique, Révolutionnaires kurdes islamiques), le PIK recrute parmi la jeunesse urbaine kurde déçue par les mouvements religieux «nationaux» turcs. L'organe de ce dernier, *Cudi*, justifie son action par le devoir de dissidence vis-à-vis de l'état turc «impie» et appelle au djihad contre les Turcs, tout comme l'avaient fait les insurgés des années vingt. Les islamistes kurdes, comme beaucoup d'autres «islamo-nationalistes», n'hésitent pas à s'appuyer sur la fameuse sourate XLIX, verset 13 du Coran : «*...Nous vous avons partagé en familles et en tribus, afin que vous vous connaissiez entre vous*». Ils prétendent qu'elle affirme que l'égalité

té entre les nations est une des conditions de leur union.

D'autre part le poids de l'islam dans la région et l'influence sociale des confréries n'ont par ailleurs pas empêché dans les régions sunnites kourmandjies le succès montant du parti kurde, le HADEP. Aux législatives de 1995, le parti islamiste a subi un recul dans plusieurs départements kurdes par rapport aux municipales de 1994. Ainsi à Diyarbakir, la grande métropole kurde du Sud-Est, le score du RP passait de 31% des voix en 1994 à environ 19% en 1995, recul imputable au fait que le HADEP, qui ne s'était pas présenté en 1994, obtenait cette fois 46% des suffrages, alors que la moitié des électeurs s'étaient abstenus en 1994 et ne s'étaient donc reconnus ni dans les islamistes ni dans les autres partis. En avril 1999 le HADEP arrivait en tête dans la plupart des régions à forte population kurde, loin devant les islamistes qui, il est vrai, gardaient une audience bien supérieure (entre 10 et 36% des suffrages) à celle de tous les autres partis non kurdes. Il est vrai que le vote islamiste s'appuie en partie dans ces régions sur les communautés non kurdes (Turcs, Arabes) concentrées en milieu urbain.

A rebours cependant, l'influence du RP a été telle qu'elle a contraint le PKK à revoir ses positions quant à la question religieuse. En effet ce parti, comme les autres mouvements kurdes, était à l'origine d'obédience clairement marxiste-léniniste, ce que l'armée a d'abord su habilement exploiter en le taxant de mouvement communiste «infidèle», soutenu par des pays étrangers «infidèles» eux aussi (Arménie et Grèce) dans des tracts de 1985. En tout cas le PKK, qui choquait au départ les populations locales par les mœurs «laïques» de ses militants, a adopté un discours ouvertement religieux, allant jusqu'à présenter le futur Kurdistan indépendant comme le berceau de l'internationalisme islamique. Ainsi il a pu aller jusqu'à se proclamer «plus islamiste que les islamistes» et appeler, tout comme les islamistes kurdes, à la guerre sainte contre les Turcs «infidèles». De fait il n'a pu se permettre d'abandonner la référence religieuse aux islamistes et a dû islamiser, voire «sunniser» son discours. Autrement dit, la référence islamique a été récupérée aussi bien par les islamistes kurdes que par les nationalistes kurdes et échappé en partie au parti islamiste turc prisonnier de ses connotations nationalistes.

Ainsi, les succès du parti islamiste sont toujours restés plus importants au nord des régions kurdes, souvent de dialecte zaza, où coha-

bitent et se confrontent alévis et sunnites. Le vote islamiste dans ces régions est avant tout un vote sunnite opposé aux alévis considérés comme des «mécréants» athées et de gauche. Mais ceux-ci ont été également en butte à l'hostilité des nationalistes kurdes à majorité sunnite. Les alévis kurdes, quoique kurdes de langue, voient avec réticence la naissance d'un état kurde à majorité sunnite et restent pour cela attachés au cadre de la république turque laïque. Mais c'est justement par crainte d'une sunnisation de l'Etat qu'a pu apparaître parmi eux la revendication encore très minoritaire d'un Alévistan indépendant. Au total donc, la banalisation de la référence islamique montre bien encore une fois dans quel déclin se trouve l'idéal d'une *Umma* musulmane transcendant les nations, et combien elle est désormais prisonnière des discours nationalistes. L'Europe pousse à la décentralisation.

Jean-Pierre Touzanne est chercheur.